



**SYNDICAT
DES P&T**

Säit 1988

No 60

POSTFAX

Septembre 2015

**PROJET DE LOI
RÉFORMANT
L'ENTREPRISE DES P&T**

**INTÉRÊT GÉNÉRAL OU
INTÉRÊT PERSONNEL ?**



CONTENU



IMPRESSUM:



ADRESSE:

POSTFAX
SYNDICAT DES P&T
B.P. 623
L2016 Luxembourg

TIRAGE

3000 ex

Copyright © 2015 **Postfax**

- 3 NOUVEAU PROJET DE LOI RÉFORMANT L'ENTREPRISE DES P&T
- 5 QUANT AU CONTENU DU PROJET DE LOI
- 6 DES CRITIQUES FONDAMENTALES
- 7 ABOLITION DE LA DIRECTION COLLÉGIALE
- 8 PLEIN POUVOIR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL
- 9 LE STATUT DE DROIT PRIVÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DES AUTRES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF
- 10 LA RÉMUNÉRATION DU CADRE DIRIGEANT
- 11 COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF
- 12 EXTERNALISATION DE MISSIONS RELEVANT DU CORPS DE MÉTIER DE L'EPT
- 13 POSSIBILITÉ D'AFFECTER DES AGENTS DE L'EPT A UNE FILIALE
- CESSIONS DE PARTS DE L'EPT DANS DES SOCIÉTÉS PUBLIQUES OU PRIVÉES
- 14 SECRET DES DÉLIBÉRATIONS ET DES VOTES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 15 LA POSITION DU SYNDICAT DES P&T

INTÉRÊT GÉNÉRAL OU INTÉRÊT PERSONNEL ?



Le 18 mars 2015 le Ministre de l'Economie, M. Etienne Schneider, a déposé auprès de la Chambre des Députés un

«projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications»

Depuis lors, le Conseil d'Etat et trois chambres professionnelles (fonctionnaires et employés publics, salariés, commerce) ont rendu leur avis, des fois très critiques par rapport aux intentions,

avouées ou non, des auteurs du projet qui, en plus, ont décroché une très mauvaise note de la part du Conseil d'Etat pour manque de compétence «d'ordre légistique».

Le Syndicat des P&T pour sa part s'oppose également à une partie des mesures envisagées.

C'est avant tout la possibilité créée par le projet de loi de pouvoir affecter un agent de l'EPT (qu'il soit fonctionnaire, employé public ou salarié) dans une des fi-

liales de l'Entreprise, sans consentement de l'agent concerné, qui est contestée avec véhémence par le Syndicat des P&T, et qui fait l'objet d'un litige qu'il a déposé dans le cadre de la procédure de grève.

Le Syndicat avait demandé une entrevue en la matière avec le Ministre de la Fonction Publique qui a eu lieu le 10 juin et à laquelle le Ministre de l'Economie s'était auto-invité.

Le Ministre de l'Economie a estimé que de prime abord le Syndicat aurait dû demander un échange de vue avec lui, dans sa qualité de déposant et responsable du projet de loi en question, avant de lancer un litige.

Ledit Ministre avait apparemment oublié qu'il s'était engagé à discuter de ses intentions en matière de réforme de l'EPT avec le Syndicat **avant le dépôt** du projet de loi afférent, et non par après, pour simplement constater les dégâts. Pour le reste le Ministre Etienne Schneider a pris note des remarques du Syndicat sans autres engagements formels de sa part.

Le Syndicat a également exposé ses doléances aux fractions parlementaires de la CSV, LSAP et de la DP, alors que des demandes d'entrevues avec les fractions parlementaires de Déi Greng, et Déi Lenk restent en suspens.

La Commission de l'Economie de la Chambre des Députés a eu un première réunion le 22 juillet au cours de laquelle le Ministre Etienne Schneider a présenté son projet, tout en précisant que malgré les critiques qui abondent de tout côté, il entend maintenir la réforme de l'EPT telle que prévue.

Or, comme le Conseil d'Etat a formulé plusieurs oppositions formelles, le projet de loi devra, même si cela dérange le Ministre, être amendé, faute de quoi le projet de loi ne sera pas dispensé du second vote constitutionnel.



QUANT AU CONTENU DU PROJET DE LOI

Le projet portant réforme de l'EPT a pour objet essentiel de modifier la gouvernance de l'Entreprise, notamment par l'abolition de l'actuel comité de direction et donc de la direction collégiale, pour accorder le plein pouvoir de décision concernant la gestion journalière de l'Entreprise au seul directeur général.

Pour se faire assister dans l'exercice de son mandat, le directeur général engage et révoque, sur avis consultatif du conseil d'administration, deux directeurs généraux adjoints et au moins, deux directeurs, dont le nombre n'est donc pas fixe et, partant, peut varier au gré et bon vouloir du directeur général.

Le directeur général, les directeurs généraux adjoints et au moins deux directeurs, qui seront tous engagés sous un régime de droit privé régi par les dispositions du Code du travail, formeront un comité exécutif. A remarquer que dans ce comité exécutif les directeurs adjoints et directeurs n'auront pas voix au chapitre vu que le directeur général dispose seul du pouvoir de décision.

Le directeur général sera engagé et licencié par le conseil d'administration, sous réserve d'approbation par le ministre ayant l'EPT dans ses attributions.

La rémunération du directeur général, des directeurs généraux adjoints et des autres directeurs est fixée par le conseil d'administration «*en tenant compte des indemnités, primes, jetons, suppléments de rémunération et autres avantages dont ils peuvent bénéficier*» et sur base d'une proposition d'un nouveau comité de nomination et de rémunération qui sera créé au sein dudit conseil.

En outre, le projet entend conférer au directeur général une plus grande flexibilité dans la gestion du personnel, notamment par la possibilité d'affecter des agents de l'EPT à une fonction au sein d'une filiale de celle-ci, sans le consentement des concernés. Pour ce faire, le projet de loi abolit la restriction actuellement en vigueur qui prévoit que les agents ne peuvent être affectés à un emploi dans une filiale que sur base volontaire, et uniquement dans une filiale chargée de la commercialisation de services de télécommunications «*dans laquelle l'entreprise est l'actionnaire unique*» (POST Telecom s.a./ancienne LuxGSM).

En plus, le projet de loi introduit une muselière pour les représentants du personnel dans le conseil d'administration en supprimant la disposition actuellement en vigueur qui veut que «*les affaires concernant le personnel et ayant un caractère général sont exemptes d'une mise au secret, à moins que le conseil n'en décide autrement*», et en la remplaçant par une interdiction générale imposant «*le secret des délibérations et des votes du conseil ainsi que de tous documents et renseignements y relatifs*».

Le projet entend également changer la dénomination actuelle de l'EPT en «*POST Luxembourg*».

DES CRITIQUES FONDAMENTALES

Le Conseil d'Etat a fortement critiqué le projet de loi, a émis plusieurs oppositions formelles, et a demandé au gouvernement de revenir sur certains choix qualifiés d'incohérents. Même si le Conseil d'Etat se garde de juger le texte sur son opportunité économique et politique il ne s'empêche pas, selon les nouvelles électroniques de Paperjam, de «*tacler le ministre de l'Economie, qui a taillé la réforme sur mesure pour l'actuel patron de l'entreprise publique Claude Strasser, qui est un de ces proches*» .

Le Conseil d'Etat l'Entreprise n'est pas d'accord pour remplacer dans le titre de la loi organique l'expression « entreprise des postes et télécommunications » par celle de « POST Luxembourg ». Selon lui, le changement de dénomination pourrait laisser sous-entendre que la loi en projet « crée » un nouvel établissement public dénommé « POST Luxembourg ». Or tel n'est pas le cas, car il s'agit en l'espèce uniquement de permettre à l'entreprise d'utiliser la dénomination « POST Luxembourg » dans toutes ses activités.

En raison du manque de transparence sur les vraies intentions poursuivies avec le projet de loi et les conséquences envisageables, la Chambre des fonctionnaires et employés publics rejette en bloc le texte lui soumis, qui semble être un projet taillé sur mesure pour le directeur général et qui n'apporte aucune plus-value ni pour l'Entreprise des postes et télécommunications ni pour ses clients. Il porte au contraire atteinte aux droits des agents engagés par l'entreprise sous un statut de droit public et aux droits des représentants du personnel dans le conseil d'administration. Enfin, il prépare le terrain pour la constitution d'une société holding, voire la privatisation de l'Entreprise des postes et télécommunications.

Le présent Postfax reprend ci-après les principales observations faites par le Conseil d'Etat et les chambres professionnelles.



1.- ABOLITION DE LA DIRECTION COLLÉGIALE

La réforme de la structure et du fonctionnement de la direction de l'Entreprise des postes et télécommunications se caractérise essentiellement par l'abolition de la direction collégiale.

Le Conseil d'État note d'emblée que cette manière de procéder n'a jusqu'à présent été adoptée pour aucun établissement public existant. Il émet son avis sans se prononcer sur l'opportunité économique et politique des choix opérés, mais rappelle ses observations faites dans son avis du 1er juillet 2003 concernant le projet de loi portant création de l'Université de Luxembourg : « Les auteurs du projet de loi ont tenu à accorder des pouvoirs très étendus au recteur en sa qualité de chef de l'exécutif. [...] Le Conseil d'État exprime sa préférence marquée pour un exécutif collégial..... »

De surcroît, cette manière de procéder va à l'encontre du développement actuel qui préconise la mise en place de standards de gouvernance, applicables en général dans l'économie, et plus particulièrement dans le secteur financier, où la responsabilité collective des organes de direction est le modèle de référence.»

La Chambre des fonctionnaires et employés publics tient à rappeler que lors de la création de l'Entreprise des postes et télécommunications en 1992, l'objectif était de rapprocher le fonctionnement de la direction de cette entreprise de celui des organes de gestion de sociétés commerciales de taille comparable, notamment par l'introduction d'une direction collégiale.

Pour instituer une telle direction collégiale au sein d'un comité de direction, les auteurs du projet de loi devenu la loi précitée du 10 août 1992 s'étaient inspirés des modalités retenues par le législateur pour la Banque et Caisse d'Épargne de l'État et de l'exposé des motifs du projet de loi n° 3095, dont ressort le motif majeur qui avait amené le gouvernement à proposer

à l'époque une structure collégiale pour cet établissement: «*la Caisse d'Épargne est devenue banque universelle, et est donc appelée à appliquer des techniques bancaires de plus en plus sophistiquées et diversifiées, qui ne peuvent plus être maîtrisées ou supervisées par une seule personne*».

Le Conseil d'État s'était rallié à cette façon de voir. Il a été jugé à l'époque qu'une direction collégiale serait par ailleurs le meilleur garant contre toute tentative de mise en veilleuse d'un service déclaré d'intérêt public, mais en fait peu rentable.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que les arguments avancés aujourd'hui pour justifier la suppression de la direction collégiale au sein de l'Entreprise des postes et télécommunications, repris dans l'exposé des motifs du projet de loi sous avis, à savoir le contexte concurrentiel et notamment l'intensité de la concurrence sur les prix et la nécessité de disposer d'un haut niveau de réactivité, sont les mêmes qui, dans le temps, plaidaient en faveur de l'introduction de ladite direction collégiale!

L'exposé des motifs reste par ailleurs muet sur des éventuelles défaillances structurelles qui auraient causé préjudice au bon fonctionnement de l'Entreprise des postes et télécommunications et qui seraient imputables à la direction collégiale.

2.- PLEIN POUVOIR AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

L'abolition de la direction collégiale a comme corollaire l'attribution du pouvoir de décision concernant la gestion journalière de l'Entreprise au seul directeur général, ce que l'exposé des motifs du projet de loi qualifie modestement de «prédominance du directeur général» !!

En effet, selon le projet de loi, le directeur général prend toutes les décisions qu'il juge nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'entreprise; il engage, sur avis consultatif (!) du conseil d'administration deux directeurs adjoints et autant de directeurs qu'il estime nécessaires, et auxquels il délègue la responsabilité d'exercer, soit seuls, soit conjointement, certaines de ses attributions, sans autres précisions sur la nature de ces délégations.

Le Conseil d'Etat déplore que cette délégation de responsabilité aux membres du nouveau comité exécutif n'est pas autrement commentée.

Étant donné que l'exposé des motifs affirme que « les directeurs généraux adjoints et les directeurs rapportent au directeur général, qui est lui-même placé sous la surveillance du conseil d'administration », la délégation visée ne peut donc pas être une délégation de pouvoir ou de compétence, déchargeant le directeur de sa responsabilité. En effet, dans un modèle de gouvernance non collégiale, une telle délégation peut seulement revêtir le caractère d'une délégation de signature, le directeur général étant seul responsable vis-à-vis du conseil d'administration. Il ne délègue donc aucun « pouvoir », contrairement à ce qui est exprimé dans la première partie de la dernière phrase du paragraphe 1er de l'article sous examen. Le libellé sous avis

crée ainsi une incohérence pouvant amener une insécurité juridique résultant de l'utilisation parallèle d'une terminologie relevant d'une gouvernance non collégiale centrée sur le directeur général qui déléguerait néanmoins des pouvoirs se déchargeant ainsi de sa responsabilité vis-à-vis du conseil d'administration. Voilà pourquoi la dernière phrase du paragraphe 1er est, sous peine d'opposition formelle pour insécurité juridique, à reformuler de sorte à ne plus y faire figurer l'expression « pouvoirs délégués.

Pour **la Chambre des fonctionnaires et employés publics**, ce que l'exposé des motifs du projet de loi qualifie de «prédominance du directeur général» entraîne de profonds remaniements, voire des suppressions, au niveau des droits et pouvoirs dont disposent – selon l'actuelle loi organique de l'Entreprise des postes et télécommunications – le Grand-Duc, le gouvernement (ou le ministre de tutelle) et les représentants du personnel dans le conseil d'administration.

Les pleins pouvoirs du directeur général sont tout particulièrement caractérisés par la terminologie employée au nouvel article 17, selon lequel «le directeur général **peut** soumettre à la délibération du conseil toutes propositions relevant de la compétence de cet organe». Dès lors, même si, selon le nouvel article 7, le conseil d'administration est en droit «de demander des propositions sur les matières dont il a à délibérer», toute suite réservée à une telle demande dépend en fin de compte du bon vouloir du directeur général.

3.- LE STATUT DE DROIT PRIVÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DES AUTRES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le directeur général, les deux directeurs adjoints et les directeurs forment un nouveau comité exécutif en vue de la coordination des activités de l'entreprise et de ses filiales. Les directeurs adjoints et directeurs n'y ont toutefois seulement voix consultative, le pouvoir décisionnel restant le monopole du directeur général.

Le directeur général et les autres membres du comité exécutif sont engagés sous un régime de droit privé, régi par les dispositions du Code de travail.

Il s'ensuit que le Directeur général actuel, M. Strasser devra démissionner en tant que fonctionnaire public, et être réengagé sous le statut de salarié privé. Il en est de même pour les autres fonctionnaires qui voudraient devenir membre du comité exécutif.

Or, pour ce qui est du changement de statut du directeur général, **la Chambre de Commerce** relève que selon le projet de loi, le Directeur général aurait le statut de salarié. Dans le même temps, il exercerait un mandat. Compte tenu des missions du Directeur Général, la Chambre de Commerce relève que si la jurisprudence admet qu'une même personne peut cumuler les deux qualités de salarié et de mandataire social, cela est uniquement le cas dans l'hypothèse où cette personne exerce, à côté de son mandat social, une fonction technique distincte dans l'entreprise pour laquelle il se comporte comme salarié et se situe dans un rapport de subordination. Or ceci ne semble pas pouvoir être le cas en l'espèce.

Le Conseil d'Etat rappelle qu'il n'approuve pas le modèle de gouvernance proposé ce qui implique que, sans le dire explicitement, il n'approuve pas non plus le changement de statut du cadre dirigeant.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics retient que les raisons pour un changement de statut de droit public au statut de droit privé du directeur général et des autres membres du nouveau comité exécutif restent obscures, tout comme les arguments pour le justifier font totalement défaut, tant dans l'exposé des motifs que dans le commentaire des articles, ce qui laisse la porte grande ouverte à toutes sortes d'hypothèses et de spéculations.

Elle tient à rappeler que l'actuel comité de direction (y compris le directeur général et le président du comité de direction) participe directement à l'exercice de la puissance publique et à la sauvegarde des intérêts de l'État en ce qu'il gère des services publics et universels, des infrastructures indispensables pour l'économie et la cohésion sociale, de même que des fonds et valeurs relevant de la trésorerie de l'État, missions qui justifient et requièrent le statut de droit public des gestionnaires de l'Entreprise des postes et télécommunications.

Pour cette raison, les fonctions de directeur général et de directeur général adjoint font partie des postes énumérés à l'article 1er de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État, ainsi que des emplois prévus par le règlement grand-ducal du 12 mai 2010 déterminant les emplois dans les administrations de l'État et les établissements publics comportant une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'État ou des autres personnes morales de droit public, fonctions soumises à l'exigence pour les titulaires d'être de nationalité luxembourgeoise.

Le remplacement du statut public du cadre dirigeant par un statut de droit privé enlève au Grand-Duc le pouvoir de nomination. Faut-il en conclure que la loi et le règlement grand-ducal précités ne s'appliquent plus et que, d'un simple trait de plume, il est décidé que dorénavant le cadre dirigeant de l'Entreprise des postes et télécommunications ne participe plus à l'exercice de la puissance publique? La Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que la participation à l'exercice de la puissance publique ne doit pas être remise en cause et que les titulaires de fonctions y relatives doivent relever du statut de droit public.

L'introduction d'un statut privé supprime également la condition de nationalité précitée, de sorte que, dans l'esprit du projet de loi sous avis, la direction plénipotentiaire de l'Entreprise des postes et télécommunications (participant à l'exercice de la puissance publique) peut également revenir à un non-Luxem-

bourgeois, ce qui aux yeux de la Chambre est contraire aux intérêts de la souveraineté nationale et partant inadmissible.

Ledit changement de statut est d'autant plus inutile que, d'un côté, l'entreprise peut à l'heure actuelle déjà engager des agents sous le statut de droit privé et que, de l'autre, le statut général des fonctionnaires de l'État et le régime des traitements applicable au sein de la Fonction publique étatique, adaptés en fonction de l'autonomie de l'Entreprise des postes et télécommunications, offrent à ses dirigeants des conditions prenant pleinement en considération leurs responsabilités et sujétions particulières.

4. LA RÉMUNÉRATION DU CADRE DIRIGEANT

Le Conseil d'administration fixe la rémunération du directeur général et des autres directeurs, en tenant compte des indemnités, primes, jetons, suppléments de rémunération et autres avantages sur base d'une proposition afférente d'un comité de nomination et de rémunération qui sera créé au sein du Conseil d'Administration.

Lors de la présentation du projet de loi auprès de la commission de l'Economie de la Chambre des Députés, le Ministre Etienne Schneider a affirmé que les rémunérations dans le cadre du barème des traitements empêchent des experts du secteur privé de muter dans le secteur public, en l'occurrence dans l'EPT.

Ceci confirme l'hypothèse que la réforme de la gouvernance de l'EPT est dictée, du moins en partie, par des considérations pécuniaires.

Même si la Chambre des fonctionnaires et employés publics refuse tout changement de statut, et qu'en conséquence la question de la rémunération ne se pose pas, elle constate néanmoins que s'il devait s'avérer que le changement de statut était dicté par des considérations pécuniaires en faveur du cadre dirigeant, il y a lieu de relever qu'en dehors du traitement barémique prévu par la législation fixant les rémunérations des fonctionnaires de l'État, le cumul de diverses indemnités, jetons et autres avantages en espèces ou en nature, pouvant être alloués par l'Entreprise des postes et télécommunications à son personnel, offre suffisamment de flexibilité pour assurer au cadre dirigeant un revenu convenable, sans pour autant pouvoir rivaliser avec les rémunérations astronomiques et déraisonnables de certains «managers» du secteur privé. Travailler dans le secteur public est un choix: on ne peut pas avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre

5.- COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le comité exécutif se compose du directeur général, de deux directeurs adjoints et d'au moins deux directeurs. Comme le nombre de directeurs que le directeur général peut nommer n'est pas limité il se pourra qu'une partie de ces directeurs ne soient pas membres du comité exécutif.

À cet égard, le **Conseil d'État** se demande comment et quand se détermine le statut des directeurs. Il comprend qu'il y a plus de deux directeurs, mais parmi ceux-ci, il se peut qu'il n'y en ait que deux qui fassent partie du comité exécutif. À supposer que ces directeurs soient, lors de leur entrée en service auprès de l'entreprise, nommés sous le statut du fonctionnaire de l'État, devront-ils démissionner et signer un contrat de travail régi par le droit du travail en passant de « simple » directeur à la fonction de directeur membre du comité exécutif ? Il se pourrait cependant que les auteurs soient d'avis que tous les directeurs sont engagés sous un régime de droit privé. La première phrase

du paragraphe 1er de l'article 16 nouveau laisse sous-entendre une telle approche étant donné qu'il y est prévu que le directeur général « engage sur avis consultatif du conseil » les directeurs généraux adjoints et les directeurs, le terme « engage » ne s'appliquant qu'à des engagements sous un régime de droit privé. Si jamais il était prévu que certains directeurs puissent encore être ou rester des fonctionnaires, le terme « engage » devrait être adapté pour les cas visés. Cette incohérence des textes est source d'insécurité juridique de sorte que le Conseil d'État demande, sous peine d'opposition formelle, d'y apporter les précisions requises.

Pour la **Chambre des fonctionnaires et employés publics** cette question en ne se pose pas vu qu'elle insiste sur le maintien de l'actuelle direction collégiale et le statut de fonctionnaire public de ses membres.



6.- EXTERNALISATION DE MISSIONS RELEVANT DU CORPS DE MÉTIER DE L'EPT

Le projet de loi innove dans le sens que l'Entreprise des postes et télécommunications a dorénavant pour objet la prestation «seule ou en participation» de services postaux, de services de télécommunication et de services financiers postaux.

Le commentaire de l'article du projet de loi reste muet sur cette nouvelle faculté d'externalisation des prestations, ce qui amène **la Chambre des fonctionnaires et employés publics** à s'interroger sur les arrières-pensées qui sous-tendent le projet de loi sous avis. S'agit-il en l'occurrence d'un premier pas en direction d'une société holding POST Luxembourg déléguant aux différentes entités et sociétés du groupe POST Luxembourg l'exécution des prestations de services postaux, financiers postaux et de télécommunications, ou s'agit-il de pouvoir, conjointement avec l'externalisation des prestations, affecter les agents de droit public de l'entreprise au sein d'une filiale, comme le prévoit le projet de loi ? Au vu des pleins pouvoirs accordés au directeur général et à défaut de toute justification et d'encadrement, l'externalisation des prestations est inadmissible.

La disposition qui autorise l'Entreprise seule ou en participation les services postaux, les services de télécommunication et les services financiers postaux, interroge également **la Chambre des salariés** qui demande si cela veut dire qu'à côté de l'entreprise

P&T d'autres acteurs peuvent concurrencer la première en raison de l'ouverture du marché ? Dans cette hypothèse, la CSL craint que l'entreprise P&T ne se développe de plus en plus en une société holding détenant des actions ou titres dans plusieurs entreprises composant le groupe POST Luxembourg et se contentant de faire le dispatching des salariés au jour le jour au détriment des conditions de travail et de rémunération dont ils ont bénéficié jusqu'à présent. Le risque d'une telle flexibilité à outrance serait d'autant plus important que, par le présent projet de loi, le directeur général aurait un pouvoir plénipotentiaire pour prendre toutes les décisions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de l'entreprise.

La Chambre des salariés rappelle encore que le plus grand danger de la libéralisation des services de télécommunications et des services postaux réside en effet dans la naissance de nouveaux monopoles privés, un danger qui n'est plus totalement exclu si l'on observe les tendances de concentration dans ce domaine. Or, un monopole privé est autrement plus dangereux qu'un monopole public, puisque ce dernier est sensé respecter l'intérêt général alors que le premier recherche la maximisation de son profit.



7.- POSSIBILITÉ D'AFFECTER DES AGENTS DE L'EPT A UNE FILIALE

La disposition actuellement en vigueur qui prévoit que les agents ne peuvent être affectés qu'à un emploi dans une filiale que sur base volontaire et uniquement dans une filiale chargée de la commercialisation de services de télécommunications «dans laquelle l'entreprise est l'actionnaire unique» (POST télécoms s.a./ancienne LuxGSM), est abolie. Le projet de loi ne prévoit plus de restriction en matière d'affectation.

Pour la **Chambre des fonctionnaires et employés publics** l'élargissement de la possibilité d'affecter le personnel à toutes les filiales de l'entreprise laisse la porte grande ouverte à l'arbitraire et constitue une entrave aux droits des agents relevant du statut de droit public, modification avec laquelle la Chambre des fonctionnaires et employés publics ne peut en conséquence pas se déclarer d'accord.

8.- CESSIONS DE PARTS DE L'EPT DANS DES SOCIÉTÉS PUBLIQUES OU PRIVÉES

Selon le commentaire des articles du projet de loi, l'avis obligatoire des représentants du personnel à requérir par le conseil d'administration avant l'approbation de cessions dans des sociétés publiques ou privées telle que prévue actuellement n'est plus nécessaire, étant donné que «cet avis pourrait constituer une minorité de blocage». Cette disposition est donc annulée.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics note toutefois que les représentants du personnel ne présentent qu'un avis qui, en soi, ne peut pas bloquer une décision du conseil. En effet, un blocage ne pourrait provenir que de l'application de la dernière partie du paragraphe g), qui veut qu'une cession d'une participation dans la société en charge de la commercialisation des produits et services de télécommunications ne peut «se faire que dans le cadre d'une vente n'emportant pas un changement de contrôle, effectuée dans l'intérêt de l'entreprise dûment justifié par des besoins en apports technologiques ou stratégiques fondamentaux».

Cette restriction a été inscrite en 2011 dans la loi organique de l'Entreprise des postes et télécommunications pour encadrer la mise en commun des activités commerciales de la téléphonie

fixe et mobile afin de restreindre les prises de participation d'investisseurs privés dans la société de commercialisation Telecom, opération qui ne pourra en aucun cas aboutir à la prise d'une participation purement financière. À côté de l'avis obligatoire des représentants du personnel précité, une cession d'une participation à un actionnaire privé – qui, en tout état de cause, ne pourra se réaliser que dans le cadre d'une vente d'actions n'emportant pas un changement de contrôle de son capital – ne pourra se faire que si le partenaire industriel apporte le savoir-faire recherché pour assurer le développement commercial ou technologique de la société de commercialisation Telecom. Une telle cession a par ailleurs toujours dû être approuvée par le gouvernement en conseil.

Contrairement aux arguments avancés dans le commentaire des articles, la Chambre estime donc que la disposition en question garde toute sa valeur et qu'il n'y a aucune raison pour la supprimer. Une fois de plus, elle ne peut se défaire de l'impression qu'il s'agit en l'occurrence de la création d'une voie en direction d'une externalisation/privatisation des activités de l'Entreprise des postes et télécommunications, ce qu'elle désapprouve avec véhémence.

9.- SECRET DES DÉLIBÉRATIONS ET DES VOTES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La loi actuellement en vigueur prévoit que «les affaires concernant le personnel et ayant un caractère général sont exemptes d'une mise au secret, à moins que le conseil n'en décide autrement»

Le projet de loi impose de manière générale «le secret des délibérations et des votes du conseil ainsi que de tous documents et renseignements y relatifs».

La Chambre des fonctionnaires et employés publics qualifie cette nouvelle disposition de muselière pour les représentants du personnel dans le conseil d'administration. Elle ne saurait approuver cette restriction des droits et devoirs des représentants du personnel dans le conseil d'administration, ces derniers étant élus par le personnel de l'Entreprise des postes et télécommunications et leur étant partant redevables de renseignements concernant l'exécution de la mission qui leur a été confiée, à l'instar des représentants des différents ministères au sein dudit conseil, qui sont également obligés de faire rapport à leur ministre et qui continueront certainement à le faire.

Prochaine parution: décembre 2015 / janvier 2016

POSTFAX

No 61 2015



Au sommaire de ce numéro:
Modification du système d'évaluation-
Sujet d'actualité-
Les brèves-

LA POSITION

DU SYNDICAT DES P&T



Il aurait été préférable que le Ministre Etienne Schneider discute au préalable de ses intentions avec le Syndicat. Ce dernier espère que tel sera cette fois-ci le cas pour les amendements qui, suite aux oppositions formelles du Conseil d'Etat, sont inévitables.

Le Syndicat doute que la réforme projetée apporte une plus-value pour les clients ou pour le personnel et craint que la qualité de service et les conditions de travail du personnel ne continuent de se dégrader, vu que la notion de service public est, de plus en plus, sacrifiée sur l'autel de la maximisation du profit.

Ce sont les points 6 (Externalisation de missions relevant du corps de métier de l'EPT et 7 (Possibilité d'affecter des agents de l'EPT à une filiale) et dans une moindre mesure les pleins pouvoirs du directeur général, relevés ci-avant qui dérangent le plus.

Pour ce qui est de l'externalisation de missions relevant du corps de métier de l'EPT, le Syndicat demande des éclaircissements sur la portée de cette disposition qui, le cas échéant, devra être encadrée de restrictions dans l'intérêt de la sauvegarde du statut d'entreprise publique et afin de barrer toute initiative en direction d'une création d'une société holding déléguant à différentes entités et sociétés l'exécution des prestations de services postaux, financiers postaux et de télécommunications propres à l'EPT.

En ce qui concerne la possibilité d'affecter des agents de l'EPT à une filiale du groupe EPT sans **le consentement des concernés**, cette disposition est inacceptable. Il n'y a par ailleurs aucune raison pour la maison mère de réduire l'effectif du personnel, bien au contraire, à moins que l'EPT n'ait effectivement l'intention d'externaliser des missions relevant du corps de métier de l'EPT, ce que, faut-il le rappeler, le Syndicat n'accepterait pas.

L'exercice des pouvoirs de décision dans le chef d'une même personne, en l'occurrence de directeur général de l'EPT, dépend de ses sensibilités sociales. Dans une direction collégiale les chances qu'un de ces membres ait le souci prononcé des intérêts du personnel sont d'autant plus grandes. Quoiqu'il en soit, le Syndicat a l'expérience et a su défendre les intérêts de ses membres aussi bien dans une Entreprise dirigée par un seul directeur que par un comité de direction collégiale.

Dans l'attente des suites dans l'évolution du projet de loi, le Syndicat se garde le droit de prendre les mesures syndicales qu'il juge nécessaires dans l'intérêt du personnel et, le cas échéant, de poursuivre les démarches dans le cadre de la procédure de grève.



Luxembourg-Gare

Port payé

P/S 409